

APRÈS LE TRAIN, LA GRÈVE S'ÉTEND AU MÉTRO

Transports : rien ne va plus

Rien ne va plus dans le secteur des transports, et la situation ne semble point inquiéter son premier responsable, Amar Ghoul, qui a déserté son poste ministériel, le temps d’une campagne électorale. Occupé à sillonner les différentes wilayas du pays, pour vendre l’image d’un candidat-président absent, le ministre des Transports semble peu se soucier de ces milliers d’usagers des chemins de fer, dont les travailleurs entament aujourd’hui, leur quatrième jour de grève. Comme si cette situation ne suffisait

pas, voilà que le personnel du Métro d’Alger (RATP El Djazaïr), emboîte le pas, depuis hier. Le manque à gagner causé par la grève qui paralyse ces deux moyens de transport semble aussi ne pas incommoder un Amar Ghoul, en charge de promouvoir le quatrième mandat d’Abdelaziz Bouteflika. C’est que la santé financière des deux entreprises a peu d’importance pour un gouvernement qui, en cas de faillite, n’hésite pas à recourir au Trésor public, à savoir l’argent du peuple, pour remédier à sa faillite.

ALORS QUE LA GRÈVE DES CHEMINOTS SE POURSUIT

La tutelle aux abonnés absents

*La grève des cheminots se poursuit et pour son troisième jour, les travailleurs se sont engagés à reprendre du service, si la direction donne des garanties écrites quant au déblocage de la situation de crise.*

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu hier public, les sections syndicales des cheminots de la région d’Alger ont fait une proposition de sortie de crise à leur direction. Ils émettent, ainsi, leur volonté de reprendre le chemin des rails, à condition que «la direction générale de la SNTF s’engage par écrit, pour débloquer la situation de conflit». Ils exigent, tout d’abord, la reconnaissance de leur droit aux 36 mois de

rappel et arrêter la date du commencement des négociations quant aux modalités de paiement, en plafonnant le délai au 27 avril 2014. Ensuite, ils réclament à l’administration de ne pas procéder à des ponctions sur salaire aux travailleurs grévistes. La dernière condition a trait à la participation des membres de la cellule de crise, lors des négociations sur le dossier des 36 mois de rappel. Contacté, le chef de la section syndicale d’Alger, Abdelhak

Boumansour, estime que «les cheminots ont montré leur bonne foi et que maintenant la balle est dans le camp de l’administration». Hier, en fin d’après-midi, notre interlocuteur affirmait que plus de trois heures après que la proposition ait été faite à la direction, aucun responsable ne les avait encore contactés pour entamer les pourparlers. «Il est vraiment étrange de voir des grévistes faire des propositions de sortie de crise pendant que l’administration se roule les pouces. C’est le monde à l’envers», regrette Abdelhak Boumansour. Ce dernier souligne toutefois, que si les travailleurs grévistes ont fait un

pas en avant pour reprendre du service, c’est «par souci de ne pas prendre les usagers du transport ferroviaire en otages». Mais il semble, ajoute le chef de la section syndicale des cheminots d’Alger, que «la direction de la SNTF ne semble pas trop s’en soucier».

La tutelle aux abonnés absents !

Hier, et pendant toute la journée, des voyageurs continuaient à s’acheminer encore vers la gare d’Agha, à Alger, dans l’espoir d’une reprise de service, mais sans espoir. Ils étaient nombreux à se plaindre devant des

travailleurs grévistes qui leur expliquaient que «c’est la faute à l’administration qui refuse de leur donner leur dû». Pendant ce temps, toutes nos tentatives de rentrer en contact avec la direction de la SNTF se sont avérées vaines. Le directeur général, Yacine Bendjaballah, restait injoignable en dépit de plusieurs tentatives. Idem, pour le ministère des Transports, où personne ne répondait au téléphone de la réception. Ainsi, et après trois jours de paralysie totale du transport ferroviaire, la situation ne semble point inquiéter les premiers responsables en charge du secteur.

M. M.

IL A FONCTIONNÉ HIER AU RALENTI

La grève gagne le métro

*Le métro a fonctionné, hier, au ralenti. Le personnel a déclenché une journée de protestation pour exiger l’amélioration des conditions de travail et des augmentations de salaires. Les responsables de l’entreprise RATP El Djazaïr ont pris les postes des conducteurs, en grève, pour assurer le service minimum.*

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La protestation dans le secteur du transport, déjà perturbé par la grève illimitée du transport ferroviaire, a fini par gagner le métro. Hier, sur onze trains, seulement quatre ont assuré le service sur la ligne du métro Tafourah-Haï el Badr. Les guichets sur lesquels on peut lire sur une pancarte accrochée «grève du personnel», étaient fermés au niveau des stations et les agents de contrôle absents. Les accès étaient ouverts et les passagers ont circulé gratuitement. Le personnel du RATP El Djazaïr, conducteurs, agents de maîtrise des postes et des lignes, agents de commandes centralisées,

chefs de stations, opérateurs commerciaux, opérateurs de contrôle, de sécurité et de maintenance ainsi que le personnel administratif ont déclenché un mouvement de protestation. «Nous sommes 386 employés et 99% sont protestataires aujourd’hui», a précisé Debabi Réda, membre de la section syndicale UGTA du personnel. Il a souligné que les travailleurs dénoncent la lenteur d’exécution des revendications soulevées depuis déjà une année. Ces derniers exigent l’amélioration des conditions de travail, des augmentations salariales et des rémunérations. Le comble, précise le syndicaliste, «après une année de négociations, nous avons bénéficié

de vingt dinars d’augmentation pour la prime de panier. Une augmentation qui se fera sur la base du budget de l’année 2014 et non de janvier 2013». Selon le syndicaliste, «après que les travailleurs aient décidé de l’arrêt de travail, les responsables de l’entreprise RATP el Djazaïr ont pris l’initiative d’ouvrir les accès de bandes de contrôle et ils ont assuré la conduite des trains, alors que pour conduire le métro il faut au minimum faire quarante heures de conduite en double avec voyageurs». Le syndicaliste a expliqué que l’entreprise RATP est payée par le nombre de tours assurés, soit 252 tours par jour, d’où cette initiative du service minimum. Seulement avec quatre trains en circulation, l’entreprise ne peut assurer plus de 80 tours. En terme d’argent, l’intervenant estime la perte que va subir le trésor public, suite à ce mouvement de protestation, d’environ cinq millions de dinars par jour entre le rechargement, la vente de tickets et le nombre de tours. «Jeudi

dernier, nous avons observé deux heures de protestation entre 7h30 et 10h et la recette financière au niveau d’une seule station, en l’occurrence Haï el Badr était de 13 000 dinars au lieu des 250 000 dinars habituels», ont expliqué les protestataires réunis, au niveau de cette station. Ces derniers sont catégoriques, il n’y aura pas de reprise sans qu’il y ait des engagements concrets de la part de leur entreprise. «Nous attendons depuis trois ans l’amélioration des choses en vain», dénoncent-ils. Pourtant, soulignent-ils, les objectifs de l’entreprise ont été largement atteints. En 2012, le métro a transporté 15 millions de voyageurs au lieu des 12 millions prévus contre 21 millions en 2013. L’EMA (Entreprise du métro d’Alger) a indiqué dans un communiqué repris par l’APS que les horaires de circulation seront assurés de 8h à 20h à raison d’un train toutes les dix minutes. Un service de remplacement par bus sera assuré le long de la ligne, précise-t-on.

S. A.

HABITAT

Le partenariat gagnant-gagnant algéro-français, une opportunité

*C’est un partenariat «gagnant-gagnant» dans lequel les entreprises françaises et algériennes opérant dans le secteur de l’habitat et de l’urbanisme sont invitées à s’impliquer effectivement, opportunément, a-t-on appelé hier, lors de la première rencontre algéro-française du bâtiment et du second œuvre.*

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Spécialisée dans les travaux de construction et de génie civil, l’entreprise belge CEF devrait participer à la réalisation du futur siège de l’Assemblée populaire nationale. C’est ce que le directeur général de CFE Algérie, Jean-Louis Choulot a indiqué hier au Palais des nations (Club des Pins), lors de la première rencontre algéro-française du bâtiment et du second œuvre. Organisée par la Chambre de commerce et d’industrie algéro-française (CCIAF), en partenariat avec le ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville, cette rencontre a été ouverte hier matin en séance plénière. C’est dans le cadre du partenariat avec le groupe public Cosider que la filiale de la société belge, anciennement détenue par le groupe français Vinci, devait participer à la construction du nouveau parlement, note-t-il. Néanmoins, un projet encore en sus-

pens dans la mesure où «la décision politique se fait attendre», dira Jean-Louis Choulot. Evoquant certes plusieurs contraintes logistiques et des lourdeurs administratives, le manager de CFE Algérie se montrera néanmoins optimiste, dans la mesure où cette société a déjà participé à la réalisation de plusieurs infrastructures immobilières dans le cadre de marchés contractés avec des sociétés de droit algérien. Voire, l’entreprise CFE devrait créer à terme une société, conformément à la règle 49/51 régissant l’investissement étranger, laissera entendre Jean-Louis Choulot, soucieux de stimuler l’attractivité du marché de la construction algérien aux opérateurs français. Des opérateurs que ce constructeur appellera à s’impliquer effectivement sur le marché algérien, en intégrant des regroupements d’entre-

prises avec des partenaires locaux et en bénéficiant ainsi des multiples avantages concédés aux sociétés nationales. Et cette attractivité stimulée, le président de la CCIAF s’en fera également le promoteur, lors de l’ouverture de cette rencontre inédite. S’adressant en présence du ministre de l’Habitat et de l’Urbanisme, Abdelmadjid Tebboune, de l’ambassadeur de France en Algérie, André Parant, et de représentants d’une quarantaine de PME venues de France et de plus de 200 sociétés et organismes algériens, Jean-Marie Pinel appellera à «saisir» les opportunités offertes dans le cadre des programmes quinquennaux lancés en Algérie, la dynamique de développement et d’investissements impulsée. Soit, à «regarder autrement le marché algérien», observera Jean Marie Pinel qui ne manquera pas d’inviter également les opérateurs algériens à développer une démarche partenariale effective avec leurs homologues français, au-delà des simples rapports commerciaux et de fourniture. Ainsi, les 350 000 entreprises françaises opérant dans le secteur du bâtiment et du second œuvre et dont le chiffre d’affaires atteint les 130 mil-

liards d’euros, sont invitées, relèvera l’ambassadeur de France, à s’inscrire dans une «logique partenariale», le transfert d’expertise avec l’Algérie. Soit, un partenariat gagnant-gagnant, un «partenariat d’excellence» que le ministre de l’Habitat ne manquera pas de prôner également. Faisant état de résultats positifs en termes de lancement et achèvement de logements et autres équipements publics dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, Abdelmadjid Tebboune a néanmoins rappelé la nécessité de booster davantage l’outil de réalisation. D’où le recours au partenariat multiforme et du transfert d’expertise, en vue d’accompagner le développement de cet outil, participer à l’émergence d’une industrie active et intégrée du bâtiment, valoriser les systèmes constructifs et contribuer à la concrétisation du prochain programme quinquennal 2015-2019. Tout en précisant que les volumes à réaliser, les délais ainsi que les montants à investir restent à définir concernant ce nouveau programme, le ministre de l’Habitat a, ce faisant, estimé que le marché algérien reste «ouvert». Ainsi, les entreprises françaises dont quelques-unes figurent déjà

dans une short-list d’entreprises de réalisation éligibles aux programmes du secteur, sont appelées à s’impliquer davantage. C’est ce qu’Abdelmadjid Tebboune suggérera, évoquant éventuellement un déficit de médiatisation de la présence française dans le secteur. Cela tout en précisant qu’une seconde short-list «est en cours de finalisation», destinée principalement aux PME nationales. Relevons aussi, selon les indications du président du Directoire de la Société de gestion des participations SGP-Indjab, Yassine Hafiane, qu’un regroupement de bureaux d’études algéro-français a été lancé dans le cadre de la réalisation d’une infrastructure culturelle et qu’un autre regroupement est potentiellement impulsé. Précisons que des workshops et rencontres bilatérales d’entreprises ont été organisés par la suite à l’hôtel Sheraton, consacrés à diverses thématiques, telles l’amélioration de la qualité de la construction, l’amélioration de la qualité architecturale, la réhabilitation du vieux-bâti et la rationalisation de la gestion de chantier.

C. B.